

organismes du secteur public, et fournit des directives sur son application correcte.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le ministre chargé de l'Agenda numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agenda numérique,
Ph. DE BACKER

mobiele applicaties van overheidsinstanties, en verstrekt richtlijnen inzake de correcte toepassing hiervan.

HOOFDSTUK II. — Algemene bepalingen

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De minister bevoegd voor Digitale Agenda is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 september 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister voor Digitale Agenda,
Ph. DE BACKER

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/14704]

23 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant les articles 136/1 et 136/2 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 relatifs à l'envoi électronique des avertissement-extrait de rôle

RAPPORT AU ROI

Sire,

Depuis plusieurs années, les contribuables ont la possibilité de recevoir leur avertissement-extrait de rôle pour l'impôt des personnes physiques uniquement par voie électronique via le système de l'internet banking et l'application "Zoomit".

L'Administration générale de la fiscalité a choisi de ne plus utiliser le système de l'internet banking pour la présentation électronique de l'avertissement-extrait de rôle pour l'impôt des personnes physiques à partir de l'exercice d'imposition 2019. Désormais, l'avertissement-extrait de rôle susmentionné sera présenté au contribuable via une plateforme électronique sécurisée du gouvernement fédéral.

Le présent arrêté a pour objet d'adapter les articles 136/1 et 136/2 de l'Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur le revenu 1992 dans ce domaine.

Ces articles ont pour objet la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques.

Une disposition transitoire pour l'exercice 2019 est également prévue pour les contribuables qui reçoivent déjà leur avertissement-extrait de rôle par voie électronique via le système de l'internet banking. Quand l'administration dispose d'une adresse e-mail valide, ils continueront de recevoir leur avertissement-extrait de rôle par voie électronique, étant entendu qu'il sera désormais disponible via une plate-forme électronique sécurisée de l'Autorité fédérale.

Dans l'hypothèse d'une imposition commune, l'administration doit disposer de l'adresse e-mail de chacun des conjoints, soit une adresse e-mail personnelle, soit une adresse e-mail commune qu'ils ont chacun communiqué dans MyMinfin ou dans Tax-on-web au moment de l'accord pour l'envoi de l'avertissement extrait de rôle via le système de l'internet banking.

Les contribuables qui, dans le cadre de la mise à disposition électronique de l'avertissement-extrait de rôle via le système internet banking, n'ont communiqué qu'un numéro de compte bancaire et aucune adresse e-mail à l'administration, recevront leur avertissement-extrait de rôle sous pli fermé. Toutefois, ils peuvent choisir de fournir à l'administration une adresse e-mail valide afin de pouvoir continuer à recevoir l'avertissement-extrait de rôle par voie électronique.

Le présent projet tient compte de l'ensemble des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis 66.157/3 en date du 11 juin 2019.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/14704]

23 JUNI 2019. — Koninklijk Besluit tot wijziging van de artikelen 136/1 en 136/2 van het Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 betreffende de elektronische aanbidding van aanslagbiljetten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Sedert een aantal jaren kan de belastingplichtige er voor kiezen om zijn aanslagbiljet in de personenbelasting enkel elektronisch te ontvangen via het systeem van internetbankieren en de applicatie "Zoomit".

De Algemene Administratie van de fiscaliteit heeft er voor gekozen om vanaf het aanslagjaar 2019 voor de elektronische aanbidding van het aanslagbiljet in de personenbelasting geen gebruik meer te maken van het systeem van internetbankieren. Het voormelde aanslagbiljet zal voortaan aan de belastingplichtige worden aangeboden via een beveiligd elektronisch platform van de federale overheid.

Het voorliggend besluit heeft tot doel de artikelen 136/1 en 136/2 van het Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 op dit vlak aan te passen.

Deze artikelen hebben betrekking op de aanbidding van de aanslagbiljetten door middel van een procedure waarbij gebruik wordt gemaakt van informatietechnieken.

Er wordt tevens een overgangsbepaling voorzien voor het aanslagjaar 2019 voor de belastingplichtigen die hun aanslagbiljet reeds elektronisch aangeboden krijgen via het systeem van internetbankieren. Wanneer de administratie over een geldig e-mailadres beschikt blijven zij bij voortduur hun aanslagbiljet elektronisch ontvangen, met dien verstande dat dit voortaan zal ter beschikking gesteld worden via een beveiligd elektronisch platform van de Federale Overheid.

In het geval van een gezamenlijke aanslag moet de administratie over het e-mailadres van beide partners beschikken, hetzij een persoonlijk e-mailadres, hetzij een gezamenlijk e-mailadres dat zij beiden hebben opgegeven in MyMinFin of in Tax-on-web op het moment van het akkoord voor het verzenden van het aanslagbiljet via het systeem van internetbankieren.

De belastingplichtigen die in het kader van de elektronische aanbidding van het aanslagbiljet via het systeem van internetbankieren, enkel een bankrekeningnummer en geen e-mailadres aan de administratie hebben meegedeeld, zullen hun aanslagbiljet onder een gesloten omslag toegestuurd krijgen. Zij kunnen er evenwel voor opteren een geldig e-mailadres aan de administratie te bezorgen zodat zij verder het aanslagbiljet elektronisch aangeboden krijgen.

Onderhavig ontwerp van besluit houdt tot slot rekening met alle opmerkingen die de Raad van Staat in zijn advies nr.66.157/3 van 11 juni 2019 heeft gemaakt.

Pour ce qui est de la remarque formulée par le Conseil d'Etat au point 10 de l'avis susvisé, il va sans dire que le présent arrêté royal vaut non seulement pour les conjoints mais également pour les cohabitants légaux. En effet, pour l'application du présent arrêté royal, le terme de "conjoint" a le sens défini par l'article 2, 2° du Code des impôts sur les revenus 1992.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

AVIS 66.157/3 DU 11 JUIN 2019 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'MODIFIANT LES ARTICLES 136/1 ET 136/2 DE L'ARRÊTÉ ROYAL D'EXÉCUTION DU CODE DES IMPÔTS SUR LES REVENUS 1992 RELATIFS À L'ENVOI ÉLECTRONIQUE DES AVERTISSEMENT-EXTRAIT DE RÔLE'

Le 9 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant les articles 136/1 et 136/2 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 relatifs à l'envoi électronique des avertissement-extrait de rôle'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 28 mai 2019. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Peter Sourbron, conseillers d'État, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesseurs, et Astrid Truyens, greffier. Le rapport a été présenté par Frédéric Vanneste, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jo Baert, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 juin 2019.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

Observation préliminaire

2. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée du projet

3. Pour l'envoi électronique des avertissement-extrait de rôle, le SPF Finances utilise actuellement la plateforme Zoomit (1). À l'avenir, il fera cependant usage du système de l'eBox, qui fait l'objet de la loi du 27 février 2019 'relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox' (2). Le projet d'arrêté soumis pour avis a pour objet d'apporter les adaptations nécessaires afin de permettre le passage au système de l'eBox.

À cet effet, il modifie les articles 136/1 et 136/2 de l'arrêté royal du 27 août 1993 'd'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992' (ci-après : AR/CIR 92) (chapitre 1^{er} du projet).

Pour l'exercice d'imposition 2019, il prévoit un régime transitoire (chapitre 2). Si le SPF Finances dispose d'une adresse e-mail personnelle valide d'un citoyen – ou, dans le cas d'une imposition commune, d'une adresse e-mail personnelle valide de chacun des conjoints ou cohabitants légaux, ou d'une adresse e-mail commune valide –, l'accord donné expressément, soit via Tax-on-web soit via MyMinfin, en ce qui concerne la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle via Zoomit demeure valable pour la mise à disposition de

Voor wat betreft de opmerking gemaakt door de Raad van Staat in het randnummer 10 van het bovenvermelde advies, spreekt het voor zich dat het voorliggende besluit niet enkel voor de echtgenoten telt maar eveneens voor de wettelijke samenwonenden. Inderdaad, voor de toepassing van dit besluit heeft de term "echtgenoot" de betekenis zoals bepaald in artikel 2, 2° van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

ADVIES 66.157/3 VAN 11 JUNI 2019 OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKELLEN 136/1 EN 136/2 VAN HET KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN 1992 BETREFFENDE DE ELEKTRONISCHE AANBIEDING VAN AANSLAGBIJETTEN'

Op 9 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de artikelen 136/1 en 136/2 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 betreffende de elektronische aanbidding van aanslagbiljetten'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 28 mei 2019. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Peter Sourbron, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier. Het verslag is uitgebracht door Frédéric Vanneste, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jo Baert, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 juni 2019.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

Voorafgaande opmerking

2. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Strekking van het ontwerp

3. Voor het elektronisch aanbieden van aanslagbiljetten gebruikt de FOD Financiën thans het Zoomit-platform (1). In de toekomst zal echter gebruik gemaakt worden van het eBox-systeem, dat het voorwerp is van de wet van 27 februari 2019 'inzake de elektronische uitwisseling van berichten via de eBox' (2). Het om advies voorgelegde ontwerp van besluit strekt ertoe de nodige aanpassingen aan te brengen om de overstap naar het eBox-systeem mogelijk te maken.

Daartoe worden de artikelen 136/1 en 136/2 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 'tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992' (hierna: KB/WIB 92) gewijzigd (hoofdstuk 1 van het ontwerp).

Voor het aanslagjaar 2019 wordt in een overgangsregeling voorzien (hoofdstuk 2). Beschikt de FOD Financiën over een geldig persoonlijk e-mailadres van een burger – of, in het geval van een gezamenlijke aanslag, over een geldig persoonlijk e-mailadres van beide echtgenoten of wettelijk samenwonenden, dan wel over een geldig gemeenschappelijk e-mailadres –, dan blijft het uitdrukkelijk via Tax-on-web of MyMinFin gegeven akkoord om het aanslagbiljet via Zoomit te bezorgen, geldig voor de aanbidding van het aanslagbiljet van het

l'avertissement-extrait de rôle de l'exercice d'imposition 2019 via l'eBox (article 3, alinéas 1^{er} et 2). Si tel n'est pas le cas, l'avertissement-extrait de rôle sera transmis par la voie normale, c'est-à-dire sous pli fermé (article 3, alinéa 3), ce qui doit également tenir lieu de notification valable (article 4).

L'arrêté en projet entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019 (article 5).

Fondement juridique

4. L'arrêté en projet puise en principe son fondement juridique dans l'article 302, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après : CIR 92), qui charge le Roi de déterminer les modalités d'application de la possibilité de recevoir des avertissements extraits de rôle au moyen d'une procédure utilisant des techniques informatiques.

5. Pour l'article 4 de l'arrêté en projet, il y a toutefois lieu d'invoquer le pouvoir général d'exécution du Roi, combiné avec l'article 302, alinéa 1^{er}, du CIR 92. En effet, l'habilitation prévue à l'article 302, alinéa 3, du CIR 92 concerne exclusivement la procédure électronique, tandis que cet article de l'arrêté en projet porte sur l'envoi sous pli fermé.

Formalités

6. L'accord du Ministre du Budget fait défaut. Selon l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', cet accord est requis si les crédits sont insuffisants ou inexistantes pour le régime en projet, ou s'il est de nature à influencer directement ou indirectement les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles.

Examen du texte

Préambule

7. Le préambule doit être mis en conformité avec l'observation formulée ci dessus à propos du fondement juridique de l'arrêté en projet. On ajoutera donc au début du préambule une référence à l'article 108 de la Constitution.

Article 1^{er}

8. Les modifications que l'article 1^{er} du projet entend apporter à l'article 136/1 de l'AR/CIR 92 prévoit notamment que l'accord explicite que marque un contribuable sur la procédure électronique pour l'envoi des avertissements-extraits de rôle implique que "le contribuable vérifie régulièrement si son avertissement-extrait de rôle a été mis à sa disposition via la procédure mentionnée à l'alinéa précédent". En outre, il est prévu que le contribuable communique au SPF Finances une adresse e-mail personnelle valide "lui permettant de recevoir une notification l'informant que son avertissement-extrait de rôle est mis à sa disposition sur la plateforme électronique sécurisée", mais que cette notification ne remplace pas "la mise à disposition [officielle] de l'avertissement-extrait de rôle".

À cet égard, on notera que le projet prévoit uniquement la possibilité d'envoyer une notification par e-mail, sans que l'administration fiscale y soit contrainte, tandis que le contribuable ne peut se contenter d'attendre une notification par e-mail avant de consulter l'eBox.

Invité à fournir des explications à ce sujet, le délégué a déclaré ce qui suit :

"Het is inderdaad zo dat er niet zwart op wit staat dat de belastingplichtige een e mail gaat ontvangen. § 2 van het artikel 136/1 bepaalt evenwel dat er een geldig e mailadres moet meegedeeld worden dat hem in staat stelt een kennisgeving te ontvangen waarin hem wordt meegedeeld dat zijn aanslagbiljet hem ter beschikking wordt gesteld op het elektronisch platform. Met die kennisgeving wordt wel degelijk een e-mail bedoeld. Indien nodig kan dit nog in het verslag aan de Koning en/ of het KB expliciet worden gesteld".

Même si la notification par e-mail n'est pas fiable à 100% en ce qui concerne la délivrance du message (il se peut que l'adresse e-mail indiquée ne soit plus active ou que pour l'un ou l'autre motif technique, le message n'arrive pas à destination), le moins que l'on puisse toutefois demander à l'administration fiscale est qu'une notification soit en tout cas envoyée à l'adresse e-mail renseignée (sans qu'elle doive contrôler si le message est effectivement arrivé, du moins s'il n'apparaît pas que l'adresse e-mail n'est plus valide). Il conviendrait d'ajouter une obligation en ce sens dans la disposition en projet (3). De cette façon, le contribuable qui a renseigné une adresse e-mail valide pourra partir du principe qu'il recevra, dans des conditions normales, un e-mail l'informant qu'il trouvera l'avertissement extrait de rôle dans l'eBox.

aanslagjaar 2019 via de eBox (artikel 3, eerste en tweede lid). Is dat niet het geval, dan wordt het aanslagbiljet op de gewone wijze bezorgd, namelijk in een gesloten omslag (artikel 3, derde lid), wat eveneens als een geldige kennisgeving moet worden beschouwd (artikel 4).

Het ontworpen besluit treedt op 1 juli 2019 in werking (artikel 5).

Rechtsgrond

4. Rechtsgrond voor het ontworpen besluit wordt in principe geboden door artikel 302, derde lid, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 (hierna: WIB 92), dat de Koning ermee belast om de toepassingsmodaliteiten te bepalen van de mogelijkheid om de aanslagbiljetten te ontvangen door middel van een procedure waarbij informaticatechnieken worden gebruikt.

5. Voor artikel 4 van het ontworpen besluit zal evenwel een beroep moeten worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, gelezen in samenhang met artikel 302, eerste lid, van het WIB 92. De machtiging in artikel 302, derde lid, van het WIB 92 heeft immers uitsluitend betrekking op de elektronische procedure, terwijl dat artikel van het ontworpen besluit handelt over het toezenden in een gesloten omslag.

Vormvereisten

6. Het akkoord van de Minister van Begroting ontbreekt. Dat akkoord is krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 'betreffende de administratieve en begrotingscontrole' vereist als voor de ontworpen regeling geen of onvoldoende kredieten bestaan, de ontvangsten erdoor rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen worden beïnvloed of erdoor nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

7. De aanhef dient in overeenstemming te worden gebracht met wat hiervoor is opgemerkt over de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Er zal dus vooraan in de aanhef een verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet toegevoegd moeten worden.

Artikel 1

8. De wijzigingen die artikel 1 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 136/1 van het KB/WIB 92, houden onder meer in dat het uitdrukkelijke akkoord van een belastingplichtige met de elektronische procedure voor het toezenden van de aanslagbiljetten inhoudt "dat de belastingplichtige regelmatig nagaat of zijn aanslagbiljet hem door middel van [die] procedure werd aangeboden". Daarenboven wordt bepaald dat de belastingplichtige aan de FOD Financiën een geldig persoonlijk e-mailadres dient mede te delen, "dat hem in staat stelt een kennisgeving te ontvangen waarin hem wordt meegedeeld dat zijn aanslagbiljet hem ter beschikking wordt gesteld op het (...) beveiligd elektronisch platform", maar die kennisgeving vervangt niet "de officiële aanbieding van het aanslagbiljet".

Het valt daarbij op dat enkel wordt voorzien in de mogelijkheid om per e-mail een kennisgeving te sturen, zonder dat de belastingadministratie daartoe verplicht wordt, terwijl de belastingplichtige er niet mee kan volstaan om een kennisgeving per e-mail af te wachten alvorens de eBox te raadplegen.

Daarover om uitleg verzocht, heeft de gemachtigde het volgende doen kennen:

"Het is inderdaad zo dat er niet zwart op wit staat dat de belastingplichtige een e mail gaat ontvangen. § 2 van het artikel 136/1 bepaalt evenwel dat er een geldig e mailadres moet meegedeeld worden dat hem in staat stelt een kennisgeving te ontvangen waarin hem wordt meegedeeld dat zijn aanslagbiljet hem ter beschikking wordt gesteld op het elektronisch platform. Met die kennisgeving wordt wel degelijk een e-mail bedoeld. Indien nodig kan dit nog in het verslag aan de Koning en/ of het KB expliciet worden gesteld."

Al is het kennisgeven via e-mail niet 100% betrouwbaar wat het afleveren van het bericht betreft (het opgegeven e-mailadres kan niet meer werkzaam zijn of het bericht kan om een of andere technische reden niet ter bestemming geraken), toch is het minste wat van de belastingdienst kan worden gevraagd dat in elk geval een kennisgeving naar het opgegeven e-mailadres wordt verzonden (zonder te hoeven controleren of het bericht ook effectief aankomt, althans indien niet blijkt dat het e-mailadres niet meer geldig is). Een verplichting daartoe zou in de ontworpen bepaling moeten worden opgenomen (3). Aldus zal de belastingplichtige ervan kunnen uitgaan dat, als een geldig e-mailadres is opgegeven, hij in normale omstandigheden een e-mail zal ontvangen waarbij hij verwittigd wordt dat het aanslagbiljet in de eBox te vinden is.

L'obligation pour le contribuable de contrôler, au besoin régulièrement, si l'avertissement extrait de rôle est disponible via l'eBox reste cependant maintenue. Le délégué a fourni à ce sujet les explications suivantes :

"Artikel 136, § 1, tweede lid is niet gewijzigd ten opzichte van de nu bestaande tekst. Deze passage is erin opgenomen als een soort noodbepaling om te voorkomen dat de belastingplichtige bijvoorbeeld zou stellen dat, alhoewel het bericht naar het correcte e-mailadres verstuurd werd, hij dit nooit ontvangen heeft en hij dus niet in de mogelijkheid was om kennis te nemen van zijn aanslagbiljet. Door dergelijke passage op te nemen wordt dit voorkomen.

§ 3, 3° van artikel 136/1 vangt dit enkel op voor het geval het e-mailadres niet meer geldig is. In dit geval wordt er dan ook een papieren aanslagbiljet verstuurd".

Article 3

L'article 3, alinéa 1^{er}, du projet détermine dans quels cas un accord donné expressément en ce qui concerne la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle via Zoomit demeure également valable pour la mise à disposition de l'avertissement extrait de rôle concernant l'exercice d'imposition 2019 via l'eBox.

À la question de savoir ce qui se passera pour les exercices d'imposition suivants, le délégué a répondu comme suit :

"Het gaat hier inderdaad ook over de aanslagjaren volgend op 2019. Er had moeten staan '2019 en volgende'. We zullen dit aanpassen".

On peut se rallier à cette proposition.

10. L'article 3, alinéa 2, du projet ne mentionne que les "conjoints", alors que le régime en projet doit également s'appliquer aux cohabitants légaux qui sont aussi imposés globalement.

Article 5.

11. Il va de soi que la date prévue d'entrée en vigueur ne peut être maintenue que si l'arrêté royal visé à la note de bas de page 2 fixe effectivement la date à laquelle le SPF Finances doit prévoir un échange électronique via l'eBox au 1^{er} juillet 2019.

Le greffier
A. Truyens

Le président
J. Baert

Notes

(1) Il s'agit d'une plateforme pour l'Internet banking.

(2) Le Roi doit, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer la date à partir de laquelle le SPF Finances, entre autres, doit prévoir un mode d'échange électronique par le biais de l'eBox (article 13 de la loi du 27 février 2019). Le délégué a annoncé qu'un projet d'arrêté royal à cette fin sera prochainement soumis à la section de législation.

(3) Il ne suffit pas de le mentionner dans le rapport au Roi.

23 JUIN 2019. — Arrêté royal modifiant les articles 136/1 et 136/2 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 relatifs à l'envoi électronique des avertissement-extrait de rôle

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu le Code des impôts sur le revenu 1992, article 302, alinéa 3, inséré par l'article 25 de la loi du 17 juin 2013 portant des dispositions fiscales et financières et des dispositions relatives au développement durable ;

Vu l'AR/CIR 92 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 avril 2019 ;

Vu l'avis 66.157/3 du Conseil d'État donné le 11 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

De verplichting voor de belastingplichtige om zo nodig regelmatig te controleren of het aanslagbiljet via de eBox is aangeboden, blijft echter overeind. De gemachtigde heeft daaromtrent de volgende uitleg verstrekt:

"Artikel 136, § 1, tweede lid is niet gewijzigd ten opzichte van de nu bestaande tekst. Deze passage is erin opgenomen als een soort noodbepaling om te voorkomen dat de belastingplichtige bijvoorbeeld zou stellen dat, alhoewel het bericht naar het correcte e-mailadres verstuurd werd, hij dit nooit ontvangen heeft en hij dus niet in de mogelijkheid was om kennis te nemen van zijn aanslagbiljet. Door dergelijke passage op te nemen wordt dit voorkomen.

§ 3, 3° van artikel 136/1 vangt dit enkel op voor het geval het e-mailadres niet meer geldig is. In dit geval wordt er dan ook een papieren aanslagbiljet verstuurd."

Artikel 3

9. In artikel 3, eerste lid, van het ontwerp wordt bepaald in welke gevallen een uitdrukkelijk gegeven akkoord wat de aanbidding van het aanslagbiljet via Zoomit betreft, ook geldig blijft voor het via de eBox aanbieden van het aanslagbiljet voor het aanslagjaar 2019.

Op de vraag wat er voor de navolgende aanslagjaren dan gebeurt, reageerde de gemachtigde als volgt:

"Het gaat hier inderdaad ook over de aanslagjaren volgend op 2019. Er had moeten staan '2019 en volgende'. We zullen dit aanpassen."

Daarmee kan worden ingestemd.

10. Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp spreekt alleen over "echtgenoten", maar die regeling dient ook te gelden voor wettelijk samenwonenden die evenzeer gezamenlijk aangeslagen worden.

Artikel 5

11. Uiteraard kan de voorziene datum van inwerkingtreding slechts gehandhaafd worden als bij het in voetnoot 2 bedoelde koninklijk besluit de datum vanaf wanneer de FOD Financiën dient te voorzien in een elektronische uitwisseling via de eBox effectief ook op 1 juli 2019 wordt bepaald.

De griffier
A. Truyens

De voorzitter
J. Baert

Nota's

(1) Dat is een platform voor internetbankieren.

(2) De Koning dient, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de datum te bepalen vanaf wanneer onder meer de FOD Financiën dient te voorzien in een elektronische uitwisseling via de eBox (artikel 13 van de wet van 27 februari 2019). De gemachtigde heeft aangekondigd dat daartoe kortelings een ontwerp van koninklijk besluit aan de afdeling Wetgeving zal worden voorgelegd.

(3) Een vermelding in het verslag aan de Koning volstaat niet.

23 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 136/1 en 136/2 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 betreffende de elektronische aanbidding van aanslagbiljetten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 302, derde lid, ingevoegd door artikel 25 van de wet van 17 juni 2013 houdende fiscale en financiële bepalingen en bepalingen betreffende de duurzame ontwikkeling;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 april 2019;

Gelet op het advies 66.157/3 van de Raad van State, gegeven op 11 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er} — *Modifications de l'Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992*

Article 1^{er}. Dans l'article 136/1 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par l'arrêté royal du 7 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

“§ 1^{er}. Lorsque le contribuable marque explicitement son accord sur le procédé exposé à l'article 302, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, soit via Tax-on-web lors du remplissage de la déclaration, soit via Myminfin, son avertissement-extrait de rôle est mis à sa disposition exclusivement via une plateforme électronique sécurisée de l'Autorité fédérale.

Cet accord implique que le contribuable vérifie régulièrement si son avertissement-extrait de rôle a été mis à sa disposition via la procédure mentionnée à l'alinéa précédent.” ;

2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

“Le contribuable communique à l'administration, via Tax-on-web ou MyMinFin, une adresse e-mail personnelle valide. L'administration enverra au contribuable, sur cette adresse e-mail, une notification l'informant que son avertissement-extrait de rôle est mis à sa disposition sur la plateforme électronique sécurisée visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.” ;

La notification visée à l'alinéa 1^{er} ne remplace toutefois pas la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle dans la plateforme électronique sécurisée visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

3° dans le § 3, alinéa 1^{er}, 2°, les mots “l'internet banking” sont remplacés par les mots “la plateforme électronique sécurisée visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}” ;

4° le § 3, 3° est remplacé par ce qui suit :

“3° a communiqué à l'administration une adresse e-mail qui n'est plus valide au moment de la mise à disposition électronique de l'avertissement-extrait de rôle.” ;

Art. 2. Dans l'article 136/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 7 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Dans le cas d'une imposition commune, chacun des deux conjoints doit fournir l'adresse e-mail visée à l'article 136/1, § 2.

Dans le cas où les deux conjoints ont communiqué la même adresse e-mail susvisée, il est présumé que les deux conjoints ont connaissance de la notification de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle et qu'ils sont donc tous deux en mesure d'exercer leurs droits, notamment en ce qui concerne la réclamation.” ;

2° dans le § 3, 1°, les mots “le conjoint qui déclare ses revenus dans la colonne de gauche de la déclaration à l'impôt des personnes physiques” sont remplacés par les mots “un des conjoints” ;

3° le § 3, 3° est abrogé.

CHAPITRE 2 — *Dispositions transitoires*

Art. 3. Si le Service public fédéral Finances dispose d'une adresse e-mail personnelle valide qui a été communiquée à l'administration soit via Tax-on-web soit via MyMinfin, l'accord donné expressément en ce qui concerne la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle via le système d'internet banking prévu à l'article 136/1, § 1^{er}, de l'AR/CIR 92, demeure également valable pour la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle concernant l'exercice d'imposition 2019 et les suivants via la plateforme électronique sécurisée de l'Autorité fédérale visée à l'article 136/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, tel que modifié par l'article 1^{er}, 1° du présent arrêté.

Dans le cas d'une imposition commune, l'administration doit disposer, soit d'une adresse e-mail personnelle valide de chacun des conjoints, soit d'une adresse e-mail commune valide.

Si dans le cadre de la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle via le système d'internet banking, aucune adresse e-mail personnelle valide n'a été communiquée à l'administration via les canaux mentionnés à l'alinéa 1^{er}, l'avertissement-extrait de rôle sera transmis sous pli fermé.

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1 — *Wijzigingen aan het Koninklijk Besluit ter uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Artikel 1. In artikel 136/1 van het Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door het koninklijk besluit van 7 februari 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, wordt vervangen als volgt:

“§ 1. Wanneer de belastingplichtige uitdrukkelijk akkoord gaat met de werkwijze uiteengezet in artikel 302, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ofwel via Tax-on-web bij het invullen van de aangifte, ofwel via MyMinFin, wordt zijn aanslagbiljet uitsluitend aangeboden via een beveiligd elektronisch platform van de Federale Overheid.

Dit akkoord houdt in dat de belastingplichtige regelmatig nagaat of zijn aanslagbiljet hem door middel van de in het vorige lid vermelde procedure werd aangeboden.” ;

2° paragraaf 2, wordt vervangen als volgt:

“De belastingplichtige deelt aan de administratie via Tax-on-web of MyMinFin een geldig persoonlijk e-mailadres mee. De administratie zal op dit e-mailadres aan de belastingplichtige een kennisgeving sturen waarin hem wordt meegedeeld dat zijn aanslagbiljet hem ter beschikking wordt gesteld op het in § 1, eerste lid bedoelde beveiligd elektronisch platform.” ;

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving vervangt echter niet de officiële aanbieding van het aanslagbiljet in het in § 1, eerste lid, bedoelde beveiligd elektronisch platform.” ;

3° in § 3, eerste lid, 2°, worden de woorden “internetbankieren” vervangen door de woorden “het in § 1, eerste lid, bedoelde beveiligd elektronisch platform” ;

4° paragraaf 3, 3° wordt vervangen als volgt:

“3° aan de administratie een e-mailadres heeft meegedeeld dat op het ogenblik van de elektronische aanbieding van het aanslagbiljet niet meer geldig is.” ;

Art. 2. In artikel 136/2 van hetzelfde Koninklijk besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 7 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. In het geval van een gemeenschappelijke aanslag moet elke echtgenoot het in artikel 136/1, § 2, bedoelde e-mailadres opgeven.

In het geval beide echtgenoten hetzelfde hierboven bedoelde e-mailadres hebben opgegeven, wordt verondersteld dat beide echtgenoten op de hoogte zijn van de kennisgeving van de verzending van het aanslagbiljet en zij dus beiden in de mogelijkheid zijn om hun rechten, meer in het bijzonder inzake het bezwaar, uit te oefenen.” ;

2° in § 3, 1°, worden de woorden “de echtgenoot die zijn inkomsten in de linkerkolom van de aangifte in de personenbelasting aangeeft,” vervangen door de woorden “één van de echtgenoten” ;

3° paragraaf 3, 3°, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2 — *Overgangsbepalingen*

Art. 3. Indien de Federale Overheid Financiën beschikt over een geldig persoonlijk e-mailadres dat aan de administratie werd meegedeeld ofwel via Tax-on-web ofwel via MyMinFin, blijft het in artikel 136/1, § 1, van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 bedoelde uitdrukkelijk gegeven akkoord wat de aanbieding van het aanslagbiljet via het systeem van internetbankieren betreft, ook geldig voor de aanbieding van het aanslagbiljet met betrekking tot het aanslagjaar 2019 en volgende via het in het bovenvermelde artikel 136/1, § 1, eerste lid, zoals gewijzigd door artikel 1, 1°, van onderhavig besluit bedoelde beveiligd elektronisch platform van de Federale Overheid.

In het geval van een gezamenlijke aanslag dient de administratie ofwel over een geldig persoonlijk e-mailadres van beide echtgenoten ofwel over een geldig gezamenlijk e-mailadres te beschikken.

Indien er, in het kader van de aanbieding van het aanslagbiljet via het systeem van internetbankieren, geen geldig persoonlijk e-mailadres aan de administratie via de in het eerste lid vermelde kanalen werd meegedeeld, zal het aanslagbiljet onder gesloten omslag worden overgemaakt.

Art. 4. La transmission de l'avertissement-extrait de rôle au contribuable sous pli fermé en ce qui concerne les exercices d'imposition pour lesquels un choix explicite avait été exprimé en vue de sa mise à disposition via le système d'internet banking, vaut notification valable de l'avertissement-extrait de rôle qui est le point de départ du délai visé à l'article 371, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992.

CHAPITRE 3 — *Entrée en vigueur*

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Art. 6. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Art. 4. De overmaking van het aanslagbiljet onder gesloten omslag aan de belastingplichtige voor de aanslagjaren waarvoor deze expliciet gekozen had voor de aanbidding ervan via het systeem van internet-bankieren, is een geldige kennisgeving van het aanslagbiljet die het beginpunt is van de termijn bepaald in artikel 371, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

HOOFDSTUK 3 — *Inwerkingtreding*

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

Art. 6. De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2019/14706]

11 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté royal modifiant les articles 136/1 et 136/2 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 relatifs à l'envoi électronique des avertissements-extraits de rôle

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 27 février 2019 relative à l'échange de messages par le biais de l'eBox offre aux citoyens la possibilité de réaliser les communications avec les services publics fédéraux, de manière centralisée, via l'eBox.

Le SPF Finances a décidé que sa communication avec les citoyens se fera également via l'eBox. Dans un premier temps, il ne s'agit que de la communication relative à l'avertissement-extrait de rôle concernant l'impôt sur les revenus.

Aussi, le présent arrêté a pour objet d'adapter en ce sens les articles 136/1 et 136/2 de l'Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, récemment modifiés par l'Arrêté royal du 23 juin 2019.

Ces articles ont en effet pour objet la mise à disposition de l'avertissement-extrait de rôle au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques.

L'activation de l'eBox marque l'accord exprès du contribuable pour la transmission électronique de son avertissement-extrait de rôle. Cet accord peut être retiré via la même eBox à tout moment.

Ainsi, le contribuable recevra un message via l'eBox dès que son avertissement-extrait de rôle est mis à sa disposition sur MyMinfin.

Dans le cas d'une imposition commune, les deux partenaires doivent avoir activé leur eBox. Si tel n'est pas le cas, l'avertissement-extrait de rôle sera également envoyé aux contribuables sur papier.

Le présent projet d'arrêté tient compte des remarques formulées quant au fond par le Conseil d'Etat dans son avis 66.446/1/V du 7 août 2019, notamment en ce qui concerne l'abrogation des articles 3 et 4 de l'Arrêté royal du 23 juin 2019.

Néanmoins, contrairement à l'avis du Conseil d'Etat, il a été estimé qu'il n'était pas nécessaire de requérir l'avis de l'Inspection des Finances, ni l'accord de la Ministre du Budget sur le présent projet. En effet, l'avis de l'Inspection des Finances avait déjà été rendu le 29 avril 2019 sur le même sujet à propos du projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 29 juin 2019 précité. L'Inspection des Finances n'avait à cette occasion formulé aucune remarque particulière.

Quant à l'absence de demande d'accord de la Ministre du Budget, il convient de remarquer que ce projet ne donne lieu à aucune dépense nouvelle et n'affecte pas les recettes ; il ne tombe dès lors pas dans le cadre du dispositif de l'article 5 de l'Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

L'avis de l'Autorité de protection des données a été requis. Néanmoins, au vu du délai dont dispose l'Autorité de protection des données pour rendre son avis et afin de ne pas retarder le traitement et

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2019/14706]

11 SEPTEMBER 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 136/1 en 136/2 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 betreffende de elektronische aanbidding van aanslagbiljetten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De Wet van 27 februari 2019 inzake uitwisseling van berichten via de eBox biedt aan de burger de mogelijkheid om de communicatie met de federale overheidsdiensten gecentraliseerd te laten verlopen via de eBox.

De FOD Financiën heeft besloten dat zijn communicatie met de burgers ook via eBox zal verlopen. In eerste instantie gaat het enkel om een communicatie met betrekking tot het aanslagbiljet inzake inkomstenbelastingen.

Het voorliggend besluit heeft ook tot doel de artikelen 136/1 en 136/2 van het Koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd door het Koninklijk besluit van 23 juni 2019, in die zin aan te passen.

Deze artikelen hebben in feite betrekking op de aanbidding van de aanslagbiljetten door middel van een procedure waarbij gebruik wordt gemaakt van informatietechnieken.

De activatie van de eBox markeert de uitdrukkelijke toestemming van de belastingplichtige voor de elektronische verzending van het aanslagbiljet. Dit akkoord kan via dezelfde eBox op om het even welk moment worden ingetrokken.

Zo zal de belastingplichtige een bericht ontvangen via de eBox zodra zijn aanslagbiljet beschikbaar wordt gesteld op MyMinfin.

In het geval van een gemeenschappelijke aanslag moeten beide partners hun eBox hebben geactiveerd. Indien dit niet het geval is, zal het aanslagbiljet ook op papier worden toegezonden aan de belastingplichtigen.

Onderhavig ontwerp van besluit houdt tot slot rekening met de opmerkingen ten gronde die de Raad van State in zijn advies 66.446/1/V van 7 augustus 2019 heeft gemaakt, in het bijzonder wat betreft de afschaffing van de artikelen 3 en 4 van het Koninklijk besluit van 23 juni 2019.

Desalniettemin wordt, anders dan in het advies van de Raad van State, ingeschat dat het niet noodzakelijk is om het advies van de Inspectie van Financiën en het akkoord van de Minister van Begroting over dit ontwerp te vragen. Het advies van de Inspectie van Financiën is immers al eens uitgebracht op 29 april 2019 over hetzelfde ontwerp in een ontwerp van besluit dat het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 2019 is geworden. De Inspectie van Financiën had bij die gelegenheid geen enkele bijzondere opmerking gemaakt.

Met betrekking tot de afwezigheid van een verzoek tot akkoord van de Minister van Begroting, is het raadzaam op te merken dat het ontwerp geen aanleiding geeft tot enige nieuw uitgave en de inkomsten niet beïnvloedt ; Het valt dus niet onder het toepassingsgebied van artikel 5 van het Koninklijk Besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit werd eveneens aangevraagd. Gelet echter op de termijn waarover de Gegevensbeschermingsautoriteit beschikt om een advies te verlenen en teneinde de